

La note de Conjoncture de la CAPEB

LA LETTRE
D'INFORMATION
HEBDOMADAIRE
DU RÉSEAU

Conjoncture du
2^e trimestre 2016

Juillet 2016



LE REGAIN D'ACTIVITÉ SE CONFIRME DANS L'ARTISANAT DU BÂTIMENT

Comme au trimestre précédent, l'activité de l'artisanat du bâtiment enregistre une croissance de 1 % en volume, au 2^e trimestre 2016. Les perspectives à la hausse des carnets de commande laissent présager une poursuite de ce redressement d'activité notamment en construction neuve.

Mémo du trimestre

Activité globale **↗+1%**

Neuf **↗+2%**

Entretien-Rénovation
↗+0,5%

Prévisions 2016

Activité globale
[+0,5%; +1%]

Neuf **[+0,5%; +1,5%]**

Entretien-Rénovation
[+0,5%; +1%]

La hausse de l'activité de l'artisanat du bâtiment au deuxième trimestre 2016 s'explique, comme au trimestre précédent, par une embellie de la construction neuve + 2 % (contre - 4 % au 2T2015) et par une croissance modérée de l'activité d'entretien-amélioration avec + 0,5 % (contre - 1 % au 2T2015).

La construction neuve bénéficie d'une augmentation de 5,2 % des mises en chantier et de 9,9 % des logements autorisés, à fin mai 2015 sur douze mois cumulés. Cette hausse s'explique notamment par le succès du dispositif Pinel et du prêt à taux zéro qui permet de solvabiliser de nombreux primo-accédants.

L'activité entretien-rénovation progresse de 0,5 % alors que, dans le même temps, les travaux de performance énergétique affichent une croissance de 1 %; ces travaux contribuent ainsi positivement depuis 6 trimestres à l'activité d'entretien-rénovation. Cette progression mesurée devrait se consolider dans les prochains mois grâce au fort dynamisme des ventes de logements anciens (830 000 ventes sur douze mois cumulés), qui suscitent des travaux de rénovation et qui sont portés par des taux d'intérêt historiquement bas.

Cette hausse d'activité de l'artisanat du bâtiment profite à l'ensemble des corps de métiers même si les travaux de maçonnerie enregistrent une nouvelle fois la plus forte progression notamment grâce au dynamisme de la construction neuve.

Quant aux carnets de commandes, ils représentent désormais 81 jours de travail (soit 9 jours de plus qu'un an auparavant). Le niveau des carnets de commandes pour l'ensemble des entreprises quels que soient leur activité et leurs effectifs salariés (moins de 10 et de 10 à 20 salariés)

laisse présager la poursuite du regain d'activité au prochain trimestre. Dans ce contexte, même si le nombre d'entreprise déclarant un besoin de trésorerie reste stable, (46 % des entreprises), le montant moyen est en revanche, en forte hausse, il est en moyenne égal à 25 000 € contre 19 000 € un an auparavant, soit une hausse de plus de 30 %. Quant à l'emploi salarié dans l'artisanat du BTP, même s'il s'améliore au premier trimestre 2016, il reste en recul de 0,9 % sur un an. En juillet 2016, le nombre d'entreprises artisanales du bâtiment envisageant de procéder à des licenciements ou de ne pas renouveler de contrats a largement chuté pour atteindre 2 % (contre 10 % au même semestre de l'année précédente), alors que, dans le même temps, le nombre d'entreprises envisageant d'embaucher au second semestre 2016 a progressé (10 % contre 4 % au même semestre de l'année précédente). Ainsi pour la première fois depuis 5 ans, l'artisanat du bâtiment devrait enregistrer une stabilisation de son effectif salarié pour l'année 2016.

Les 2 premiers trimestres 2016 viennent interrompre 15 trimestres de baisse d'activité dans l'artisanat du bâtiment. La faiblesse des taux d'intérêt, le dynamisme des mises en chantier et des ventes de logements anciens ainsi que le CITE, l'élargissement du PTZ dans l'ancien et la reconduction de l'éco-PTZ pour la rénovation énergétique sont autant d'éléments qui permettent d'envisager un second semestre 2016 en croissance à l'image des 6 premiers mois de l'année, sous réserve évidemment que les différents dispositifs soient maintenus. Tout changement, en effet, risquerait de porter un coup fatal à ce regain d'activité.

VOLUME D'ACTIVITÉ

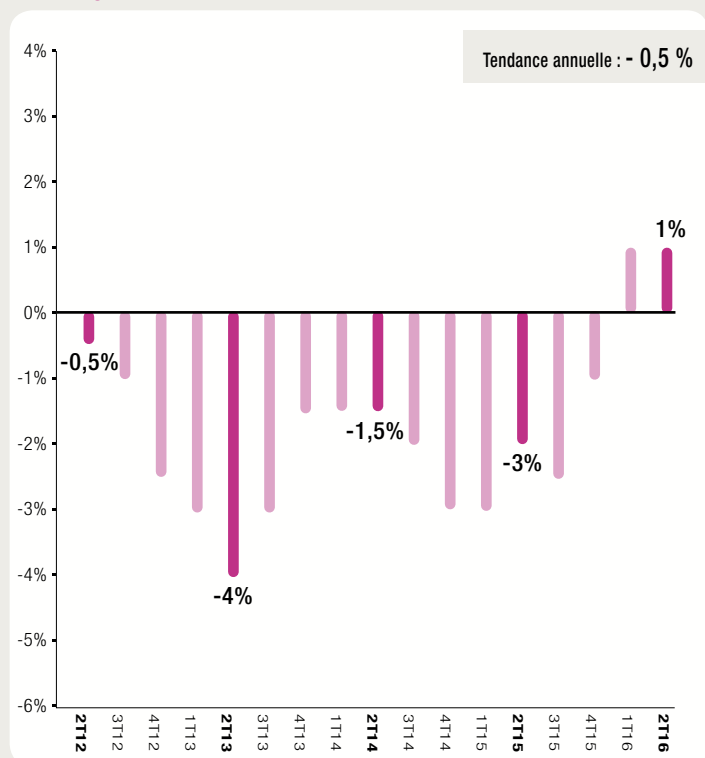
Redressement de l'activité

Comme au trimestre précédent, le volume d'activité des artisans du bâtiment progresse de 1 % par rapport au même trimestre de l'année précédente (en recul de 2 %).

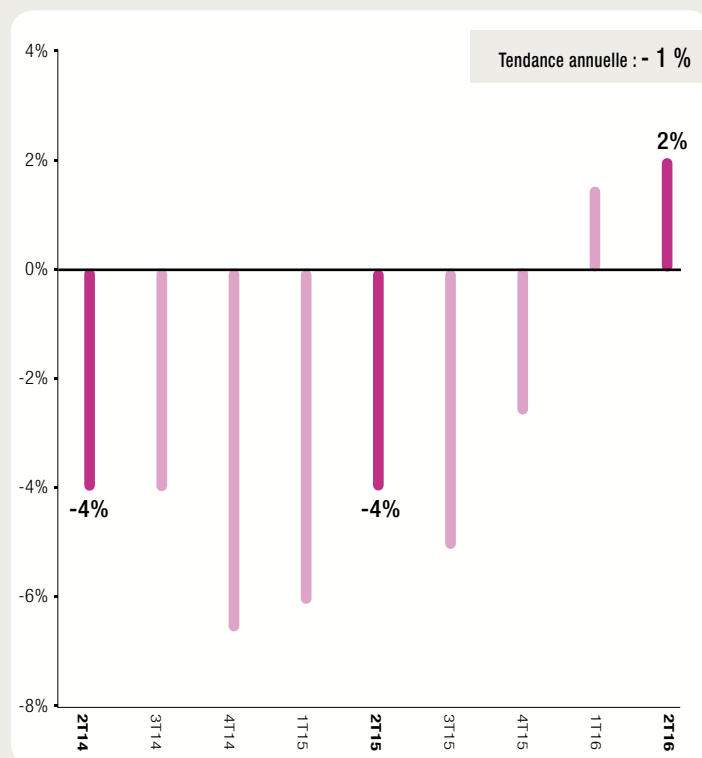
Du côté de la construction neuve, l'activité enregistre une progression soutenue de 2 % (contre - 4 % au même trimestre de l'année précédente). L'activité entretien-rénovation quant à elle, affiche une croissance plus modérée : + 0,5 % ce trimestre.

Le volume des travaux d'Amélioration de la Performance Énergétique des Logements augmente de 1 % (contre 0,5 % au même trimestre de l'année précédente).

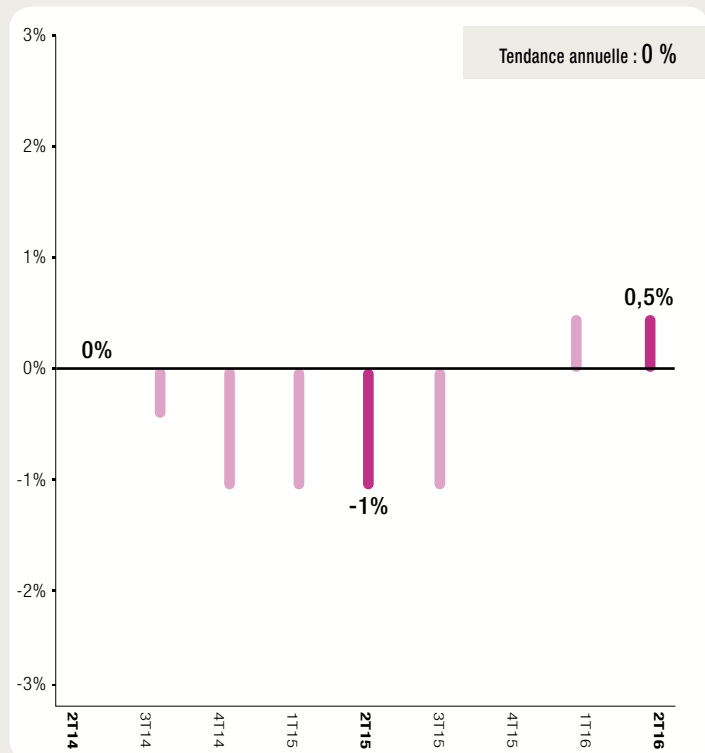
Activité globale



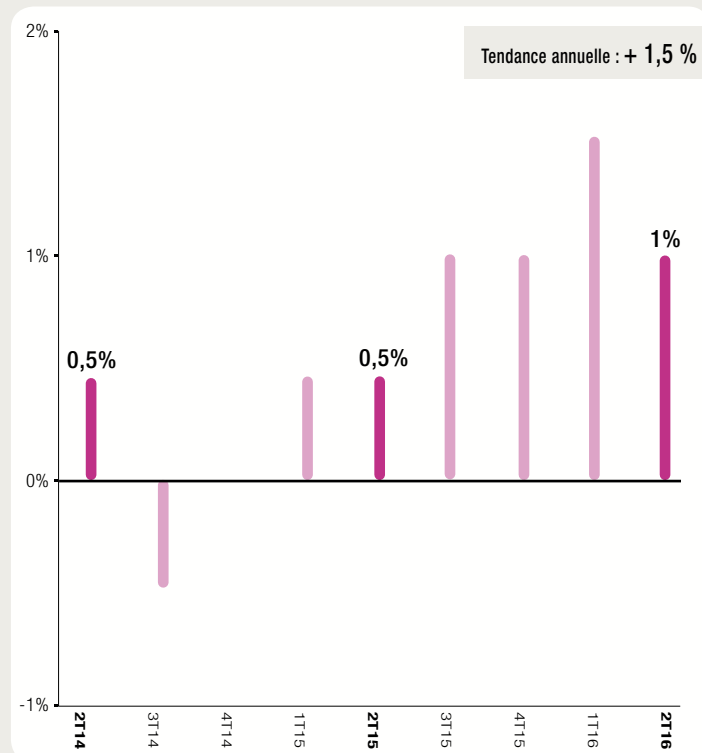
Construction neuve



Entretien-rénovation (y compris les travaux d'APEL)



Travaux d'Amélioration de Performance Énergétique du Logement (APEL)



Sources CAPEB - I+C, taux de croissance par rapport au même trimestre de l'année précédente.

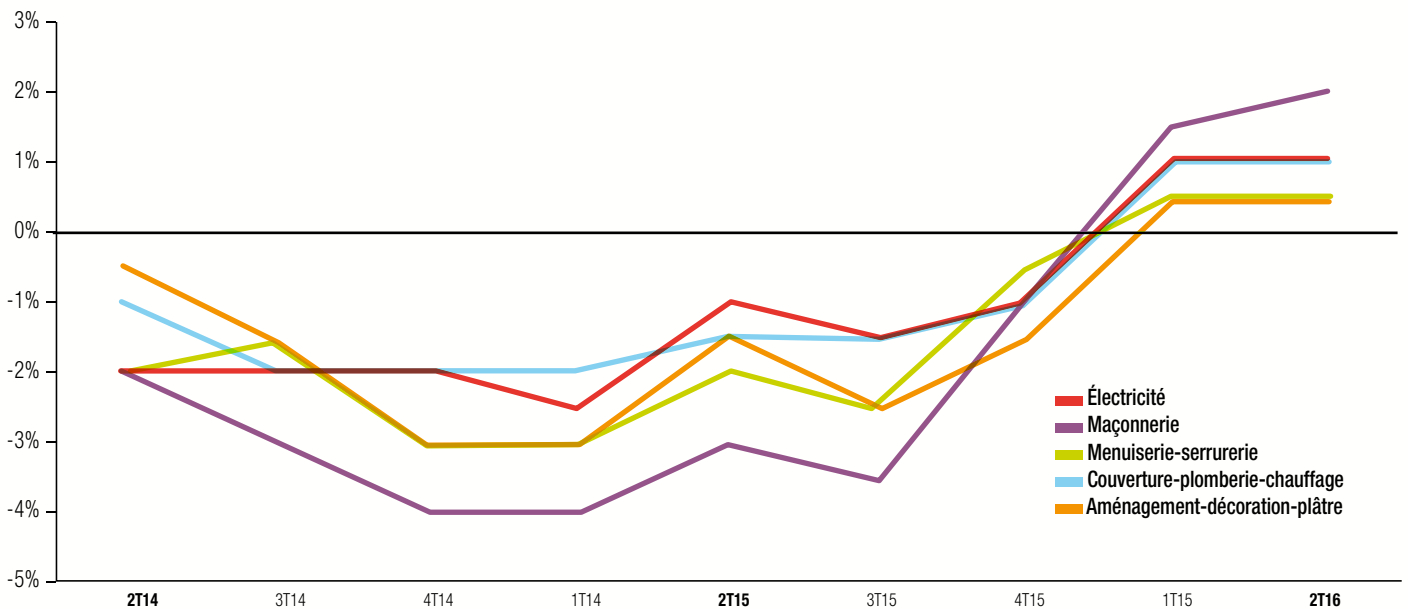
ACTIVITÉ

ACTIVITÉ PAR CORPS DE MÉTIERS

Le regain d'activité profite à l'ensemble des corps de métiers

La progression du volume d'activité est comprise entre 0,5 % et 2 % pour les différents métiers.

Comme au trimestre précédent, les travaux de maçonnerie tirent particulièrement leur épingle du jeu ce trimestre avec une hausse de 2 %, très liée à la croissance de la construction neuve.

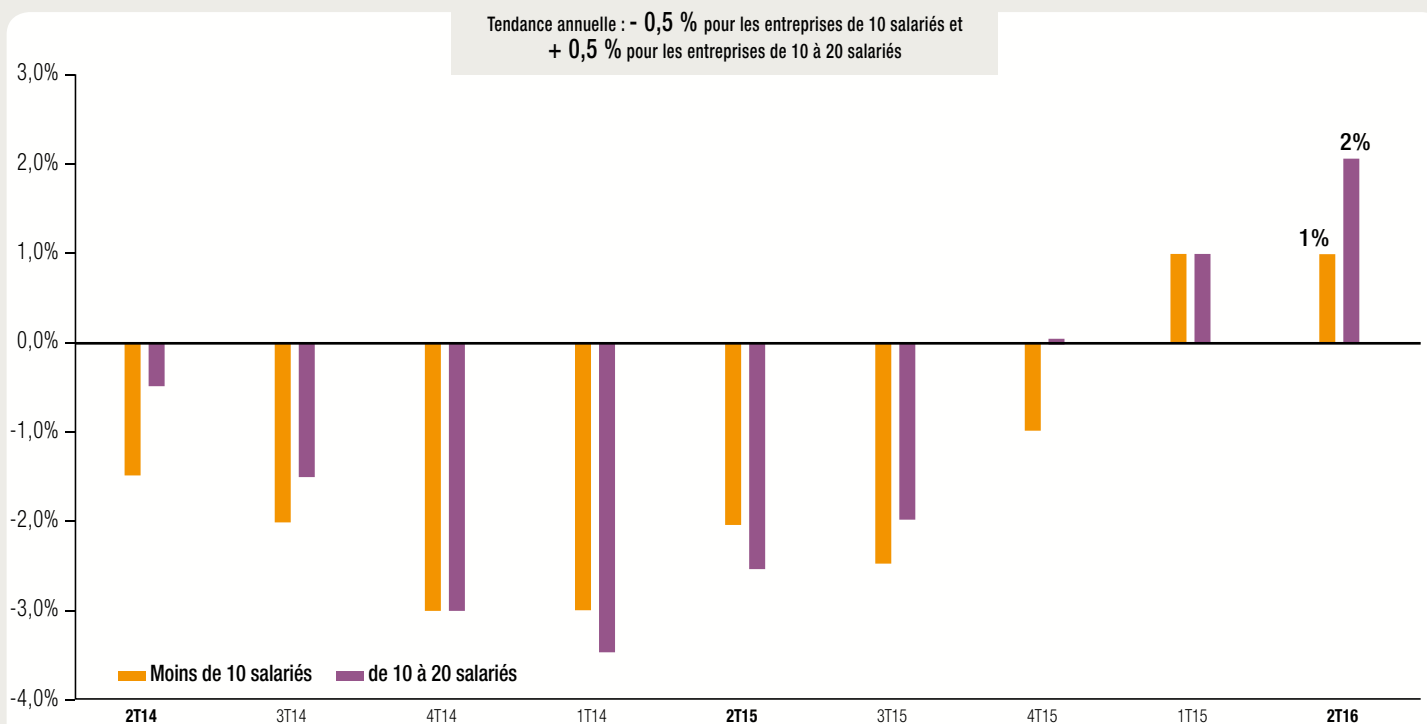


Source : CAPEB - I+C, taux de croissance par rapport au même trimestre de l'année précédente.

ACTIVITÉ PAR TAILLE D'ENTREPRISE

Une hausse d'activité plus marquée pour les entreprises de 10 à 20 salariés

Au 2^e trimestre 2016, l'activité croît de 1 % pour les entreprises de moins de 10 salariés et de 2 % pour les entreprises de 10 à 20 salariés.



Source : CAPEB - I+C, taux de croissance par rapport au même trimestre de l'année précédente.

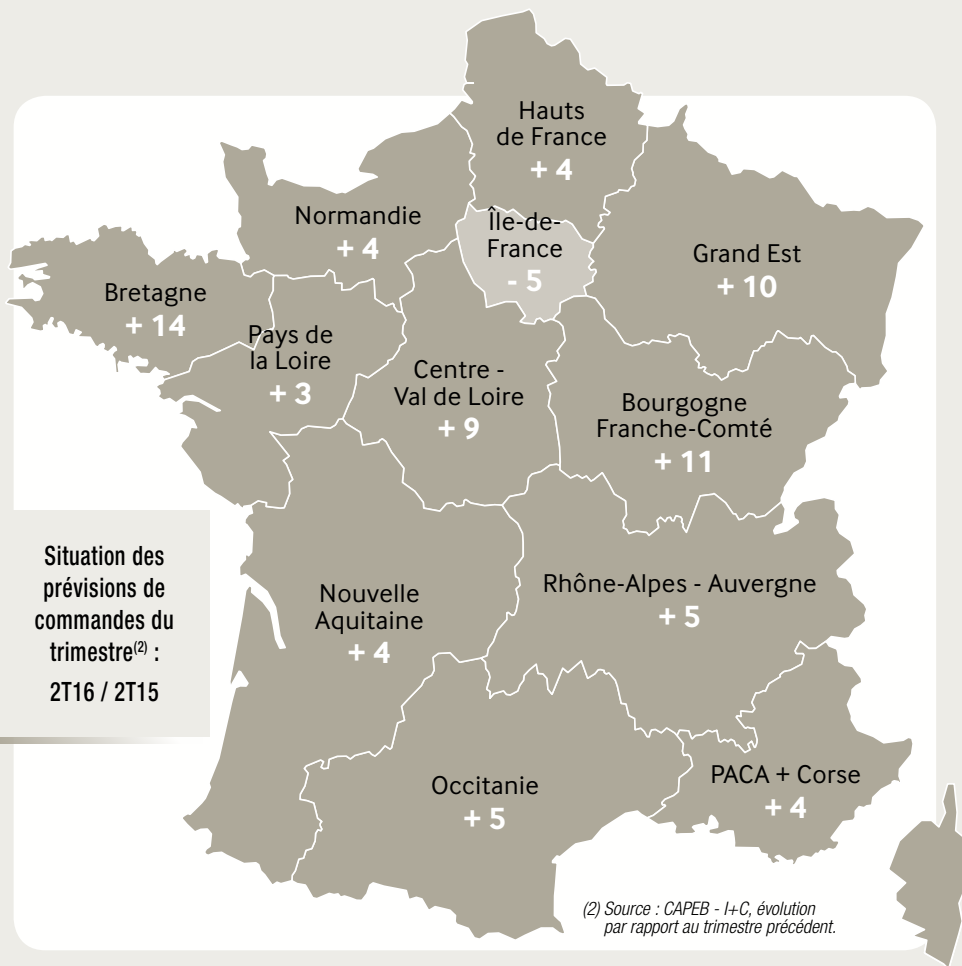
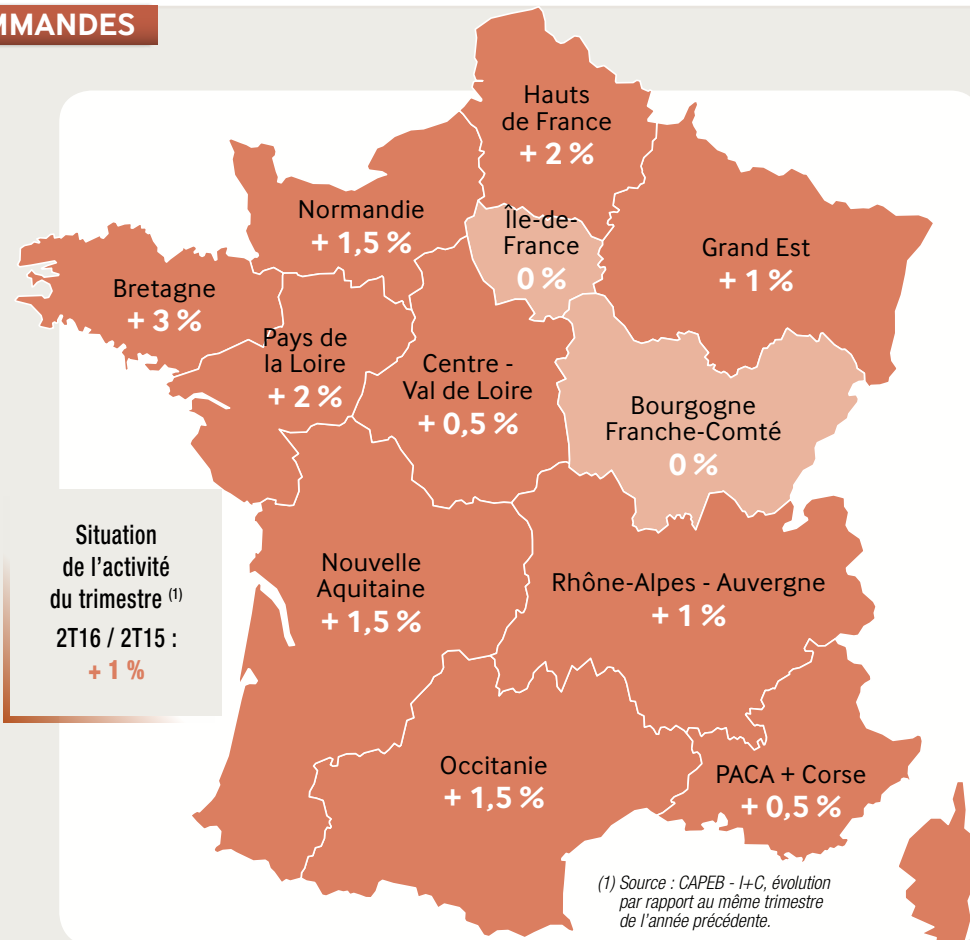
ACTIVITÉ PAR RÉGIONS ET COMMANDES

Activité réalisée au 2T2016

Les variations d'activité sont comprises entre 0 % et + 3 % en volume.

Avec une stabilité de leur activité ce trimestre, l'Île-de-France et la région Bourgogne - Franche-Comté restent en retrait par rapport à la moyenne nationale (+ 1 %).

Au contraire, les régions Bretagne, Hauts-de-France et Pays de la Loire enregistrent les plus fortes croissances, avec respectivement + 3 %, + 2 % et + 2 %.



Prévisions de commande au 2T2016

Au 2^e trimestre 2016, le renouvellement des carnets de commandes s'améliore dans l'ensemble des régions à l'exception de l'Île-de-France qui enregistre une nouvelle détérioration.

Interprétation des soldes d'opinions : méthodologie

Le solde d'opinions se rapportant à l'activité mesure la différence entre le pourcentage d'entreprises ayant enregistré une hausse de leurs carnets de commandes et le pourcentage d'entreprises ayant enregistré une baisse.

La valeur d'un solde d'opinions doit être interprétée en fonction de la moyenne des soldes d'opinions précédents, il s'agit ici du troisième collecte sur les douze régions.

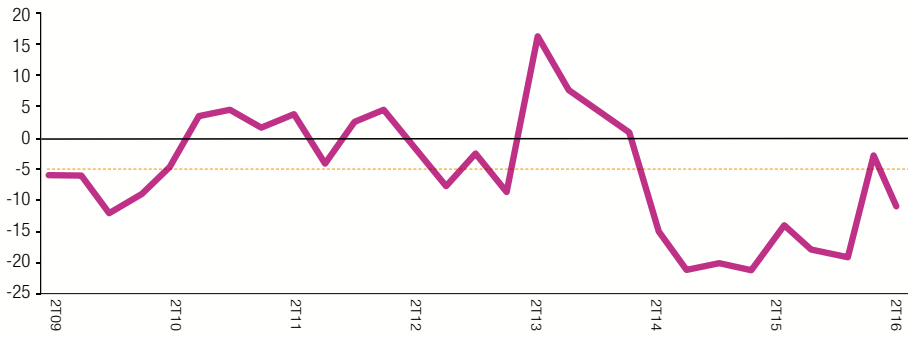
Soulignons par ailleurs que ces données tiennent compte de la réforme territoriale.

MARCHÉS

COLLECTIVITÉS LOCALES

Un solde d'opinions qui se dégrade à nouveau

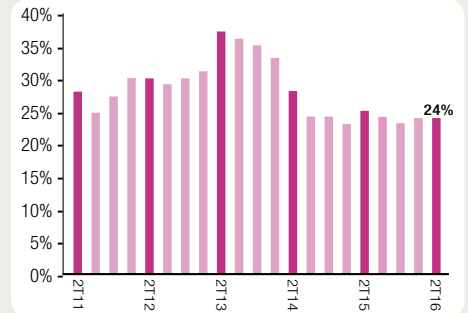
24 % des entreprises enregistrent une baisse de leur chiffre d'affaires réalisé pour le compte des régions, départements et communes, tandis que 12 % constatent une hausse. Après s'être fortement améliorée au 1^{er} trimestre, l'opinion des entreprises se dégrade à nouveau ce trimestre.



Source : CAPEB / I+C, évolution de l'activité par rapport au trimestre précédent (en rose : solde d'opinions / en pointillé : moyenne).

24 % des entreprises travaillent pour les collectivités territoriales

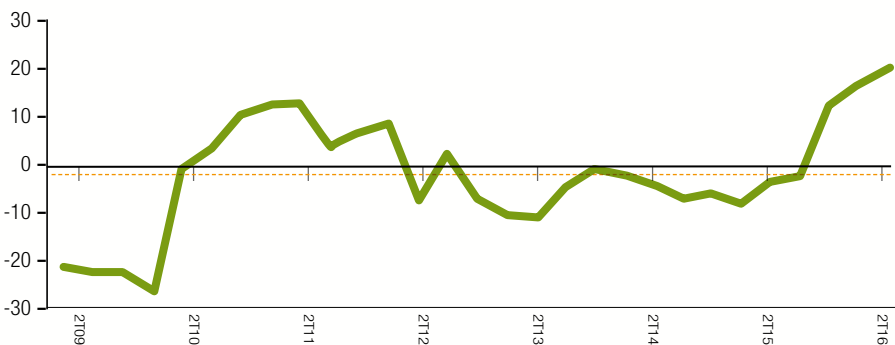
Le nombre d'entreprises travaillant pour le compte des collectivités locales est quasiment identique au même trimestre de l'année précédente (24 % contre 25 %), il reste proche de son pallier bas atteint en 2014.



SOUS-TRAITANCE

Forte hausse de la sous-traitance

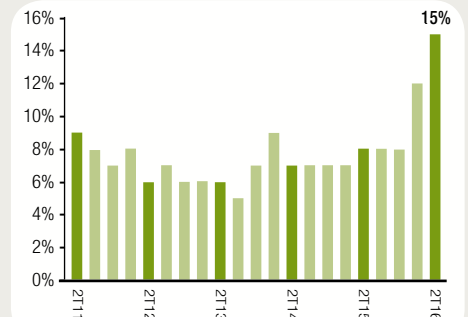
Seules 14 % des entreprises notent une baisse de leur activité réalisée en sous-traitance alors que 34 % constatent une progression. L'activité en sous-traitance est ainsi supérieure à la moyenne observée sur les sept dernières années.



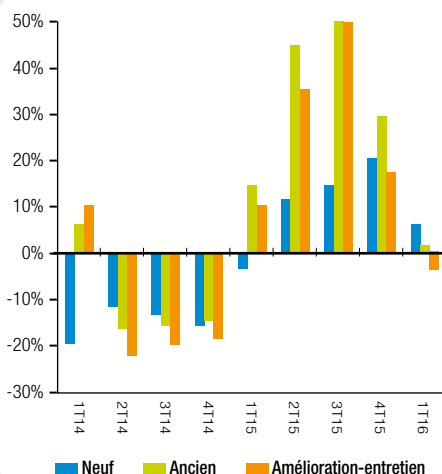
Source : CAPEB / I+C, évolution de l'activité par rapport au trimestre précédent (en vert : solde d'opinions / en pointillé : moyenne).

15 % des entreprises en sous-traitance

Le nombre d'entreprises réalisant des travaux en sous-traitance s'établit à 15 % ce trimestre et double par rapport à la même période des années 2014 et 2015.



CRÉDITS À L'HABITAT POUR LES PARTICULIERS



Source : Banque de France.

Des crédits à la hausse au 1^{er} trimestre 2016 (par rapport au même trimestre de l'année précédente)

Pour le quatrième trimestre consécutif, les montants de crédits accordés pour l'achat d'un logement neuf progressent au 1^{er} trimestre 2016 (6,4 % par rapport au même trimestre de l'année précédente).

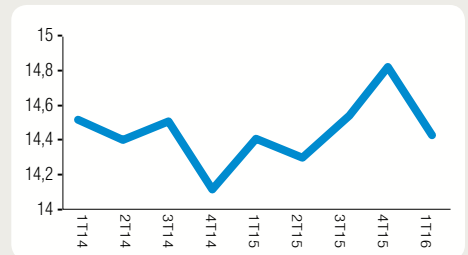
Les montants accordés pour l'acquisition de logements anciens progressent (+ 2,1 %). Par contre, les crédits destinés aux travaux d'entretien-amélioration reculent (- 3,2 %) par rapport au même trimestre de l'année précédente.

Le montant global des crédits octroyés aux ménages augmente légèrement avec + 2,7 %.

Ces chiffres sont toutefois à prendre avec précaution car le montant des crédits à l'habitat inclut les prêts aidés et les renégociations de contrats.

Évolution du taux d'épargne des ménages

Au 1^{er} trimestre 2016, le taux d'épargne s'établit à 14,4 % contre 14,8 % au 4^e trimestre 2015. En effet, la consommation des ménages a progressé plus rapidement que leur pouvoir d'achat, de sorte que leur taux d'épargne a baissé au cours du trimestre.



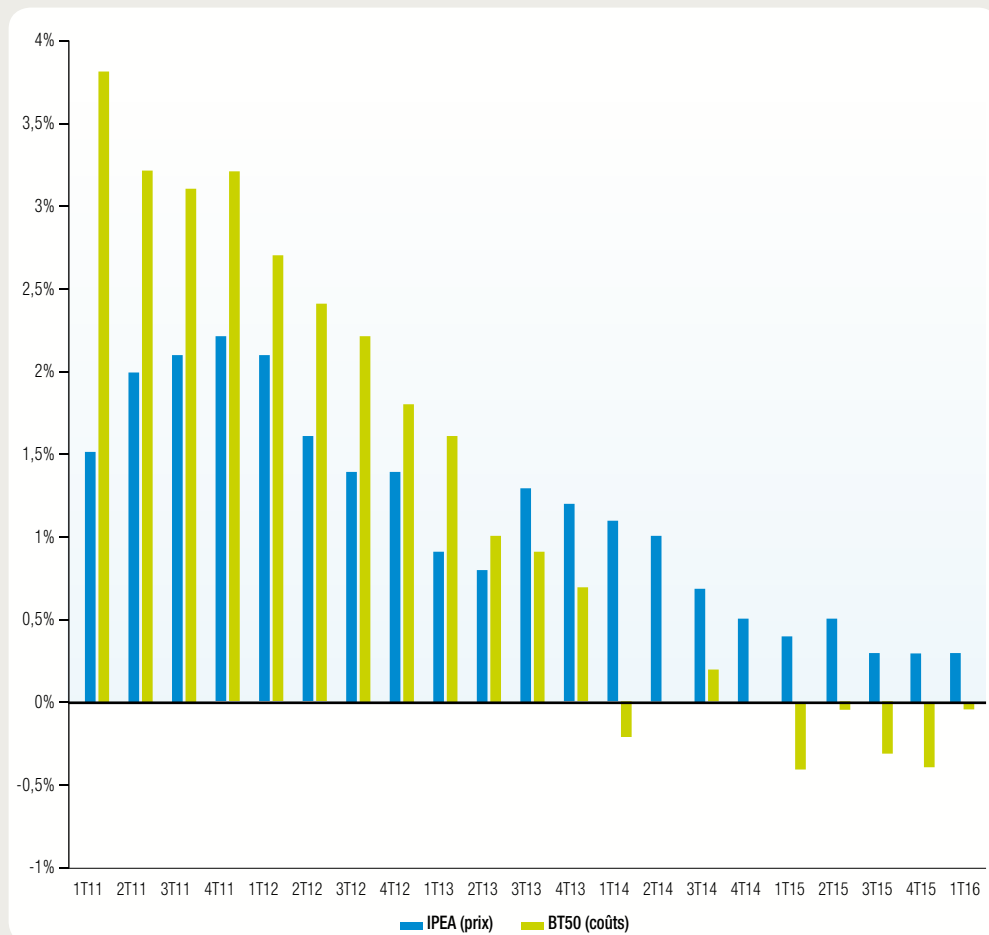
Source : INSEE. Le taux d'épargne est le rapport entre l'épargne des ménages et le revenu disponible brut.

ENTRETIEN-AMÉLIORATION DU LOGEMENT : COÛT ET PRIX DES TRAVAUX

Des prix qui augmentent légèrement dans un contexte de faible baisse des coûts

Les prix augmentent de 0,3 % au 1^{er} trimestre 2016 dans un contexte de baisse des coûts (-0,1 %). Comme au trimestre précédent, l'augmentation globale des prix est essentiellement due à la hausse constatée des travaux de couverture, zinguerie, menuiserie métallique et de serrurerie. Pour autant, la récente baisse des coûts ne compense pas son augmentation sur longue période.

Évolution comparée des prix et des coûts



Source : MEEM ET INSEE, évolution par rapport au même trimestre de l'année précédente.

Évolution des prix par corps de métiers (1T2016 / 1T2015)

Maçonnerie Béton Armé Carrelage	0,2 %
Peinture Revêtement mural et de sol souple	-0,6 %
Menuiseries Bois PVC	0,3 %
Génie climatique	-0,2 %
Plomberie sanitaire	-0,2 %
Couverture zinguerie	1,2 %
Électricité	0,8 %
Menuiserie métallique Serrurerie	1,4 %
Plâtrerie	0,4 %

Source : MEEM ET INSEE.

PRIX ET COÛTS

MÉMO

Indice des prix à la consommation

Valeur en mai 2016	Évolution annuelle (M/M-12)
100,51	0,0 %

Indice du coût de la construction

Valeur au 1T16	Évolution annuelle (T/T-4)
1 615	-1,04 %

Indice de référence des loyers

Valeur au 2T16	Évolution annuelle (T/T-4)
125,25	0,00 %

Source : INSEE, indice base 100 au 4^e trimestre 1998.

Index BT50

Valeur en mars 2016	Évolution annuelle (T/T-4)
105,8	-0,1 %

Source : MEEM, publication au JO du 22/06/2016, base 100 en 2010.

Cours de l'aluminium

En dollars/tonne en mai 2016	Évolution annuelle (M/M-12)
1 560,6	-13,6 %

Cours du cuivre

En dollars/tonne en mai 2016	Évolution annuelle (M/M-12)
4 698,0	-22,8 %

Cours du zinc

En dollars/tonne en mai 2016	Évolution annuelle (M/M-12)
1 875,2	-18,0 %

Prix de vente* des produits céramiques et matériaux de construction

Valeur en mai 2016	Évolution annuelle (M/M-12)
100,3	-2,0 %

Prix de vente* du béton prêt à l'emploi

Valeur en mai 2016	Évolution annuelle (M/M-12)
94,2	-5,0 %

Prix de vente* des produits sidérurgiques de base et ferroalliages

Valeur en mai 2016	Évolution annuelle (M/M-12)
89,7	-7,4 %

Source : INSEE, indice base 100 en 2010.

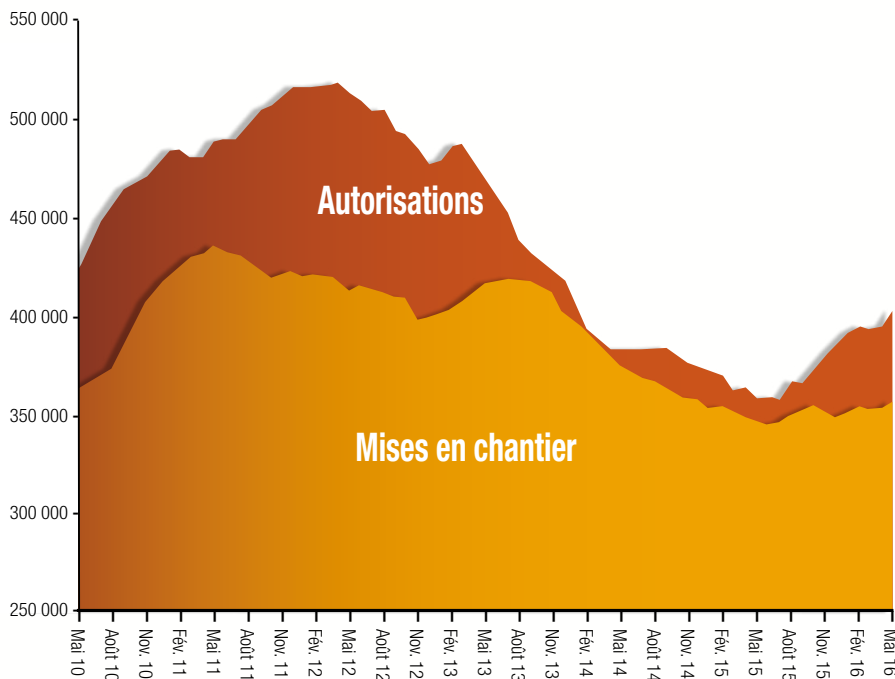
* Valeurs provisoires.

NEUF : AUTORISATIONS ET MISES EN CHANTIER DE LOGEMENTS

Les mises en chantier

À la fin mai 2016, on totalise 355 600 logements neufs commencés (en cumul sur 12 mois) soit une hausse de 5,2 %. Ce chiffre s'explique notamment par le dynamisme du logement collectif et des logements en résidence (+ 8,9 % et + 7,6 % sur un an).

En mai, le nombre de permis de construire de logements déposés sur 12 mois cumulés augmente de façon significative avec + 9,9 % et laisse présager des perspectives particulièrement favorables pour la construction neuve dans les prochains mois.



Type de logements commencés

Cumul des 12 derniers mois (résultats à la fin mai 2016)

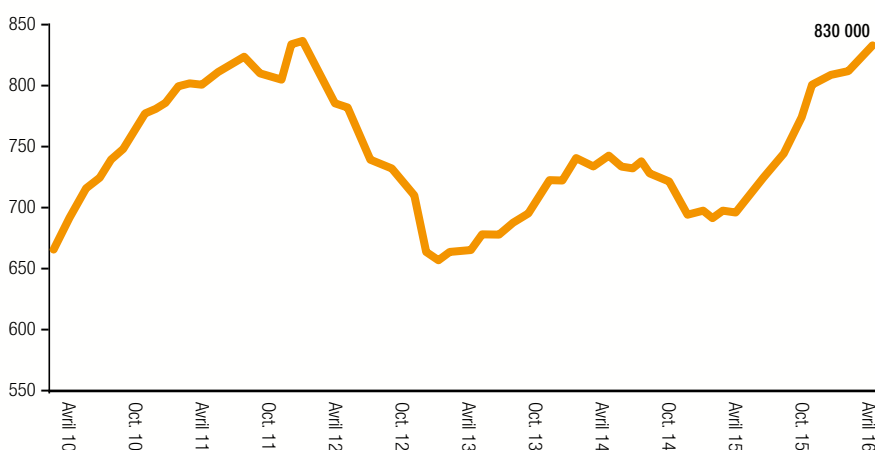
Variation (Juin 2015 à mai 2016 / Juin 2014 à mai 2015)

Individuels purs	101 200	+ 0,2%
Individuels groupés	36 900	- 0,5 %
Collectifs	190 400	+ 8,9 %
Logements en résidence	27 200	+ 7,6 %
Total	355 600	+ 5,2 %

Source : MEEM (nouvelle méthodologie en date réelle estimée), estimation des chiffres à partir des données collectées, complétée par des travaux de modélisation et des enquêtes annuelles.

ANCIEN : VENTES DE LOGEMENTS

Nombre de ventes de logements anciens sur les douze derniers mois (en milliers).

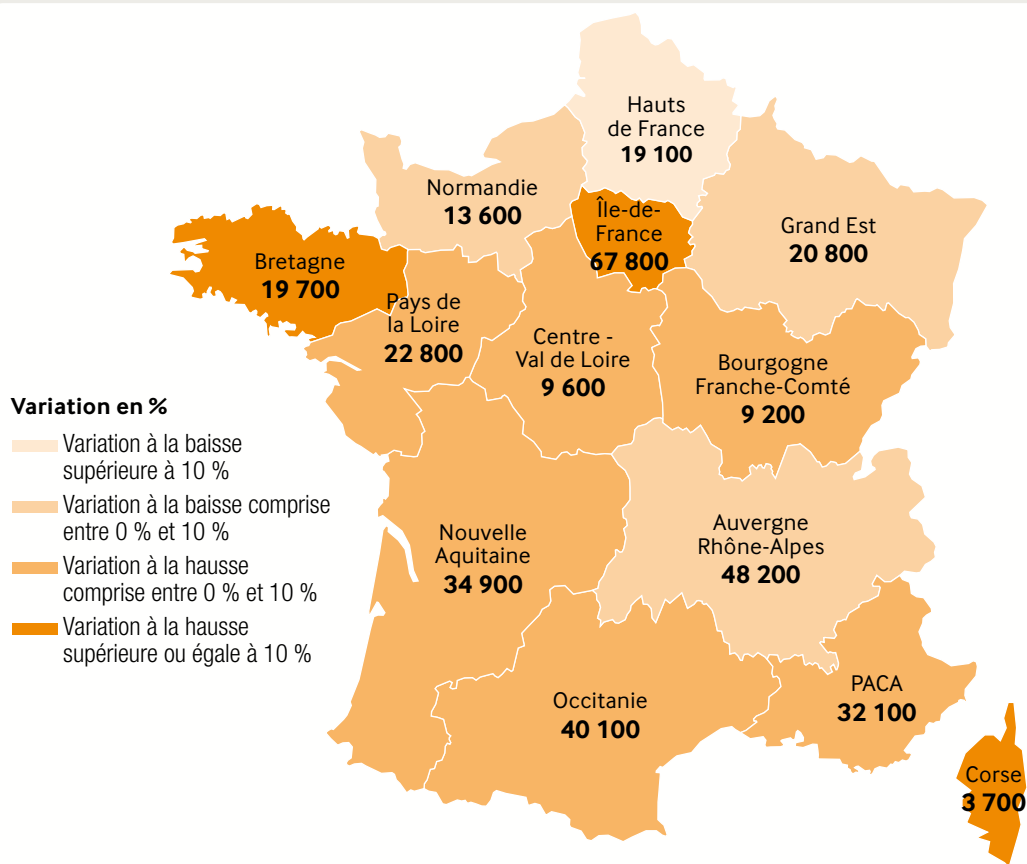


830 000 logements anciens vendus en avril 2016

En avril 2016, on totalise 830 000 ventes de logements anciens (en cumul sur 12 mois), soit une hausse significative de 19 % sur un an.

Source : CGEDD d'après DGFIP (MEDOC) et bases notariales.

LOGEMENTS COMMENCÉS (JUN 2015 À MAI 2016)



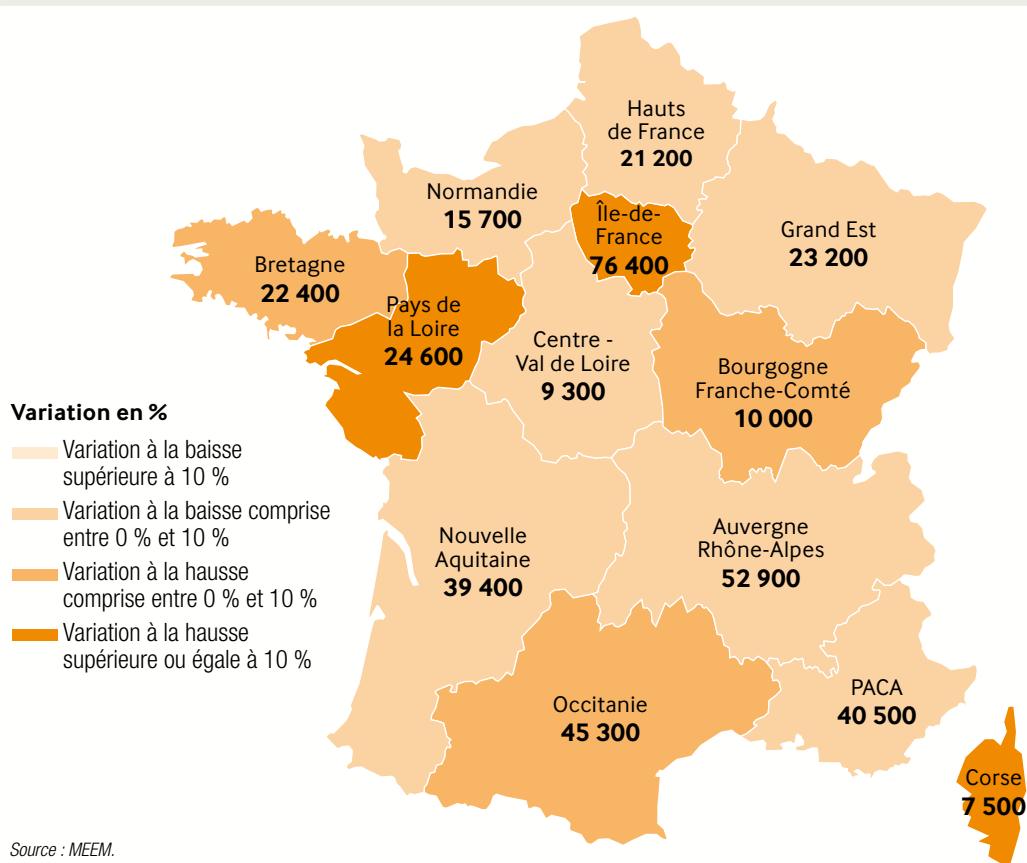
Les mises en chantier progressent de 5,2 % sur les 12 derniers mois (de juin 2015 à mai 2016 par rapport à la même période de l'année précédente), ce qui représente 355 600 logements commencés.

Les mises en chantier ont augmenté dans près de 70 % des régions. La hausse est supérieure à 10 % dans trois d'entre elles : l'Île-de-France, la Bretagne et la Corse.

À l'inverse, les régions Grand Est, Auvergne-Rhône-Alpes, Hauts de France et Normandie affichent un recul de leurs mises en chantier au cours des 12 derniers mois.

Grille de lecture : dans le Grand Est, le nombre de logements mis en chantier cumulés sur une période d'un an, allant de juin 2015 à mai 2016, a enregistré une baisse comprise entre - 10 et 0 % par rapport à la même période un an auparavant (juin 2014 à mai 2015). Ainsi à la fin mai 2016, le cumul sur un an de logements mis en chantier s'établissait à 20 800.

LOGEMENTS AUTORISÉS (JUN 2015 À MAI 2016)



Au niveau national, les permis de construire affichent une progression significative de 9,9 % au cours des 12 derniers mois (de juin 2015 à mai 2016 par rapport à la même période de l'année précédente).

Le nombre de permis a donc progressé dans 85 % des régions. Pour 5 d'entre elles cette hausse est élevée puisqu'elle est supérieure à 10 % (Bretagne, Corse, Île-de-France et Pays de la Loire).

Seules deux régions enregistrent une baisse de leurs permis, le Centre - Val de Loire (- 9,7 %), et les Hauts de France (-5,7 %).

Grille de lecture : dans la région Grand Est, le nombre de permis de construire cumulés sur une période d'un an, allant de juin 2015 à mai 2016, a enregistré une hausse comprise entre 0 et 10 % par rapport à la même période un an auparavant (juin 2014 à mai 2015). Ainsi à la fin mai 2016, le cumul sur un an de permis de construire s'établissait à 23 200.

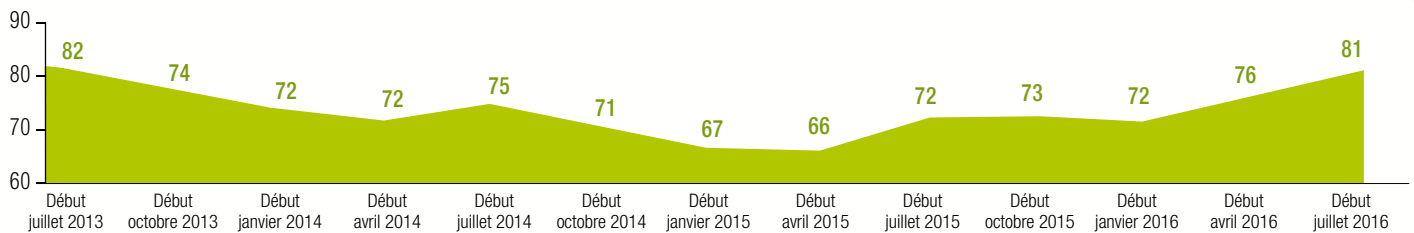
COMMANDES

CARNETS DE COMMANDES

La légère amélioration du nombre de jours des carnets de commandes semble se confirmer

Les carnets de commandes représentent 81 jours de travail au 2^e trimestre 2016 (contre 72 jours un an auparavant). Le renouvellement des carnets de commandes pour l'ensemble des entreprises quels que soient leur activité et leur effectif salarié (moins de 10 et de 10 à 20 salariés) laisse présager la poursuite du regain d'activité au prochain trimestre.

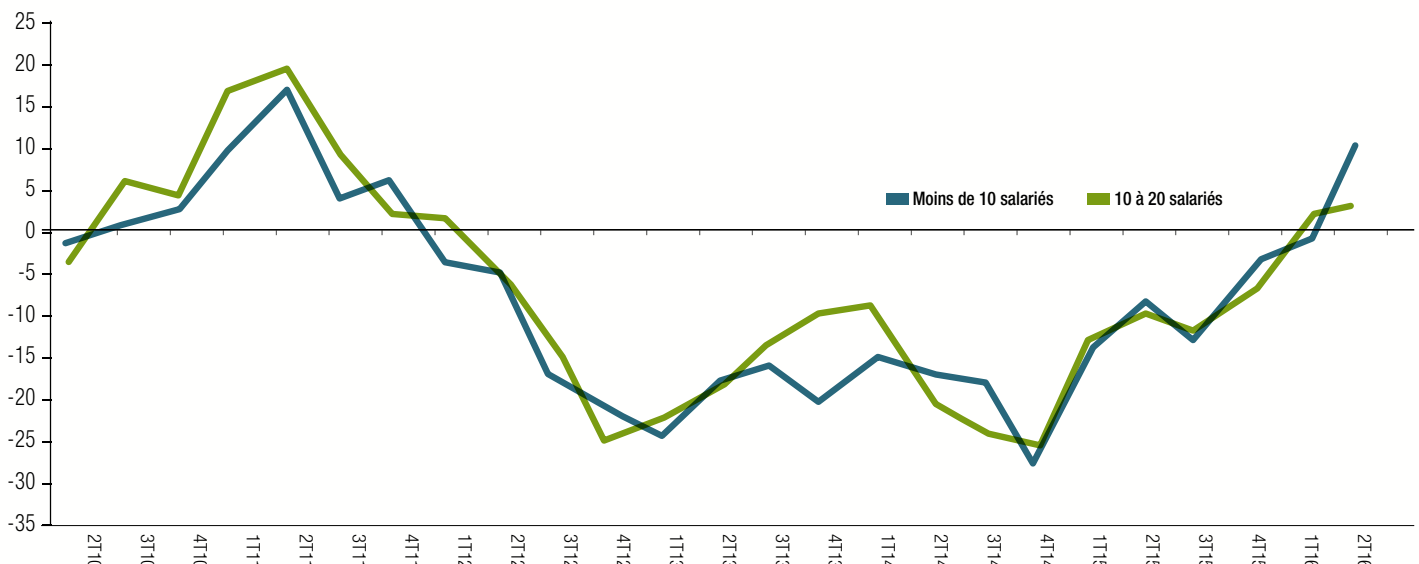
Évolution des carnets de commandes en nombre de jours



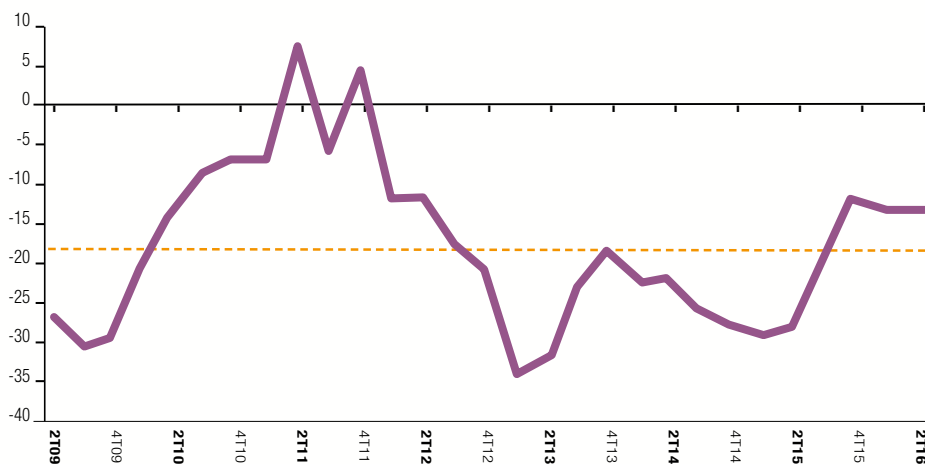
Neuf / Entretien-rénovation



Moins de 10 salariés / 10 à 20 salariés



BESOINS DE TRÉSORERIE

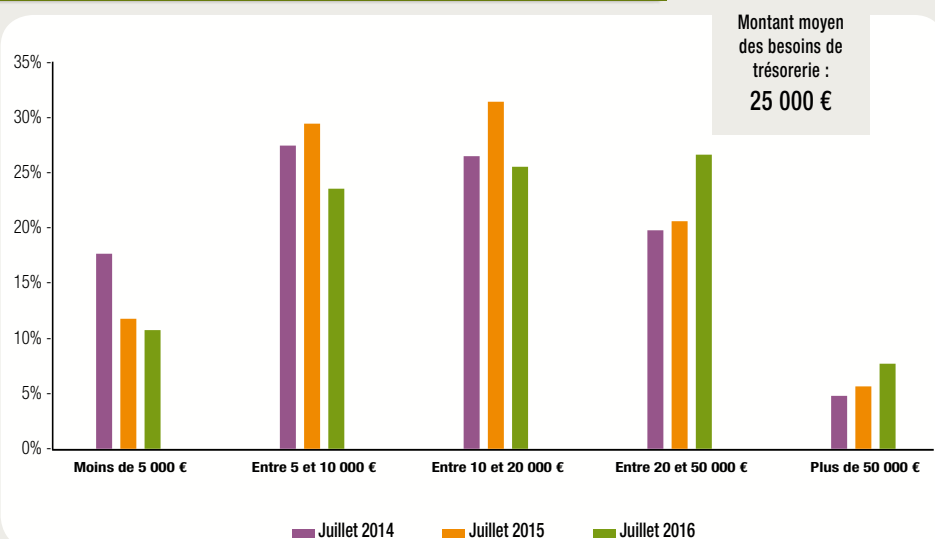


Source : CAPEB - I+C, évolution (solde d'opinions) par rapport au trimestre précédent (en violet : solde d'opinions / en pointillé : moyenne).

Une trésorerie à surveiller dans les prochains mois

Même si le solde d'opinions relatif à l'évolution de la trésorerie reste négatif au 2^e trimestre 2016, il est supérieur à la moyenne observée sur les sept dernières années.

RÉPARTITION DES BESOINS DE TRÉSORERIE



Source : CAPEB - I+C.

Des besoins de trésorerie qui augmentent

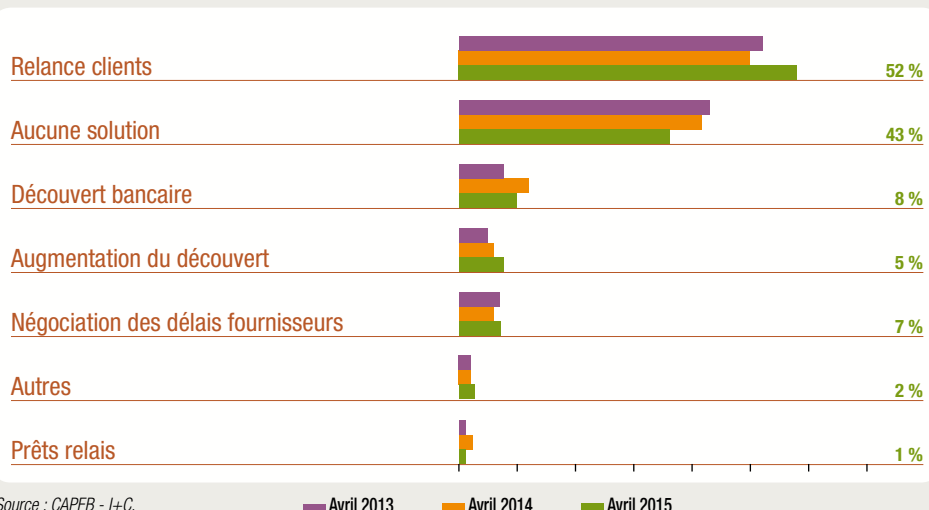
Au 2T16, 46 % des entreprises font état de besoins de trésorerie (contre 47 % au même trimestre de l'année précédente), dont 65 % d'entre elles déclarent un besoin supérieur à 10 000 €.

En juillet 2016, le montant moyen des besoins de trésorerie de ces entreprises augmente de façon significative et atteint 25 000 €.

En avril 2016, 6 % des entreprises déclarent une hausse du délai de paiement des clients (contre 5 % en avril 2015) alors que 8 % enregistrent une baisse. Les défauts de paiement des clients sont en hausse pour 7 % des entreprises contre seulement 5 % qui déclarent une baisse.

SOLUTIONS MISES EN ŒUVRE POUR RÉSOUDRE LES PROBLÈMES DE TRÉSORERIE

Plusieurs réponses sont possibles



Source : CAPEB - I+C.

Pour résoudre leur problème de trésorerie, 52 % des entreprises ont recours à des relances clients (elles comptent d'abord sur leurs propres moyens).

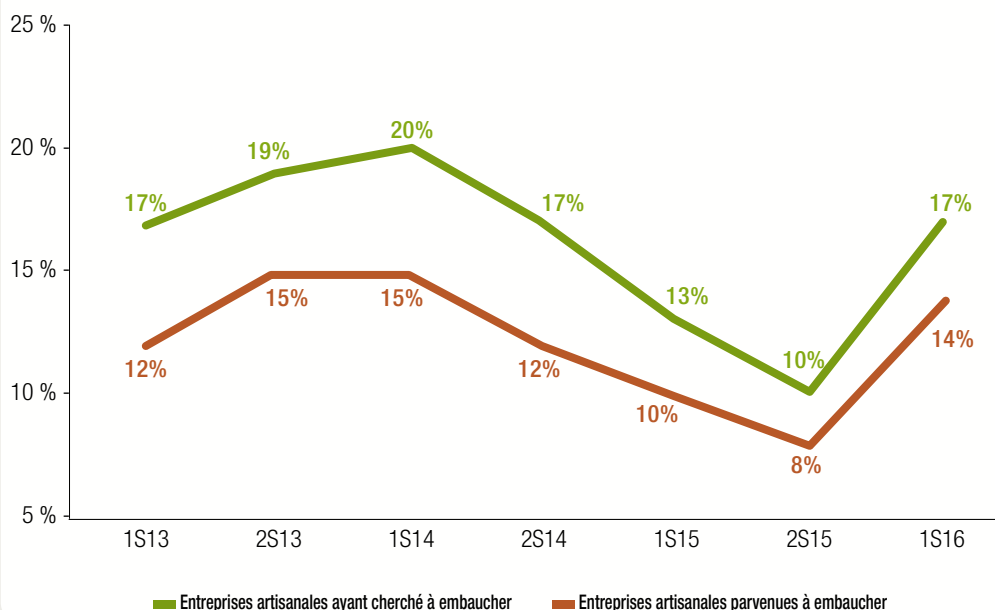
En effet, 78 % des entreprises ont constaté des retards de paiement de clients (comme en avril 2015), et 42 % des entreprises déclarent une augmentation des retards de paiement.

Le découvert bancaire, l'augmentation du découvert bancaire autorisé et la négociation de délais avec les fournisseurs sont également utilisés par les entreprises.

À noter que dans plus de 43 % des cas, les entreprises n'envisagent aucune autre solution.

LES EMBauchES DANS L'ARTISANAT DU BÂTIMENT

Recrutements réalisés



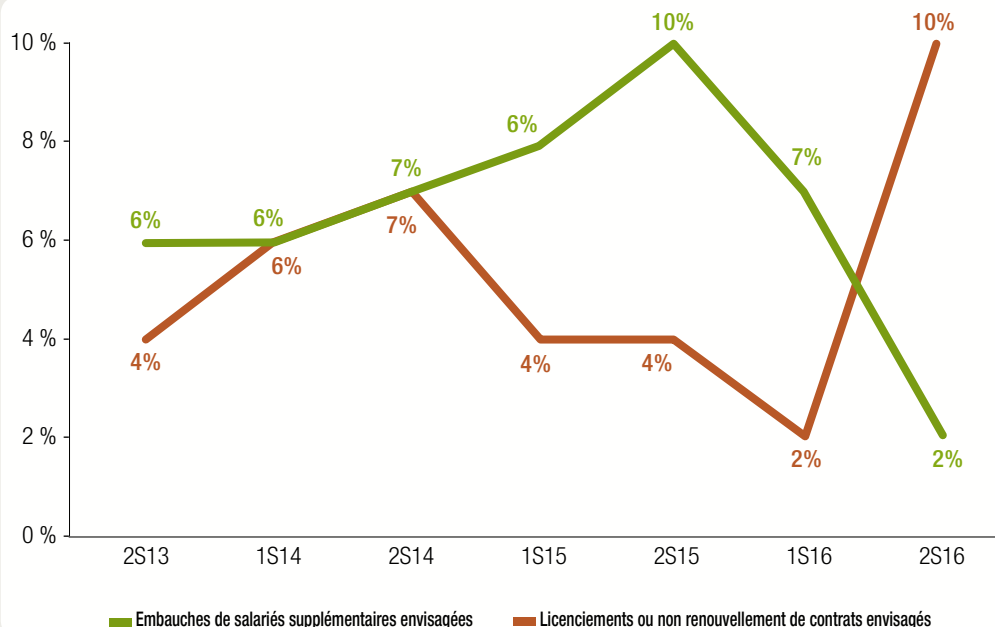
Source : CAPEB – I+C, évolution (solde d'opinions) par rapport au semestre précédent.

17 % des entreprises artisanales ont cherché à embaucher au cours du 1^{er} semestre 2016.

Près de 3 % d'entre elles (hors entreprises artisanales de 0 salarié) ne sont pas parvenues à satisfaire leurs besoins de main-d'œuvre (2 % au second semestre 2015).

LES INTENTIONS D'EMBAUCHES DANS L'ARTISANAT DU BÂTIMENT

Embauches et licenciements



Source : CAPEB – I+C, évolution (solde d'opinions) par rapport au semestre précédent.

En juillet 2016, pour la première fois depuis 2 ans, le nombre d'entreprises envisageant de licencier ou de ne pas renouveler des contrats est inférieur au nombre d'entreprises souhaitant embaucher.

88 % des entreprises prévoient de maintenir l'emploi à son niveau actuel au second semestre 2016 (contre 91 % au premier semestre 2016).

10 % des entreprises pensent embaucher des salariés supplémentaires (contre seulement 4 % un an auparavant). Ces intentions d'embauche concernent aussi bien des remplacements (départ en retraite, CDD...) qu'un surcroît d'activité.

Seulement 2 % des chefs d'entreprise envisagent de licencier ou de ne pas renouveler les contrats au second semestre 2016 (ce chiffre est le plus faible depuis le 1^{er} semestre 2013). C'est ainsi que 45 % d'entre eux ne renouvellent pas les contrats et 55 % licencient.

Créations : + 2,6 %*

Au 2^e trimestre 2016, 15 801 créations (y compris auto-entrepreneurs) ont été enregistrées dans le BTP (+ 2,6 % par rapport au même trimestre de l'année précédente).

*Il s'agit des entreprises créées dans le cadre d'une reprise d'activité ou d'une création pure.

Source : INSEE.

Défaillances : - 15,4 %*

Au 1^{er} trimestre 2016, 4 062 défaillances d'entreprises ont été enregistrées l'artisanat du BTP (- 15,4 % par rapport au même trimestre de l'année précédente).

*Sont comptabilisées les entreprises ayant connu une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire.

Source : Banque de France.

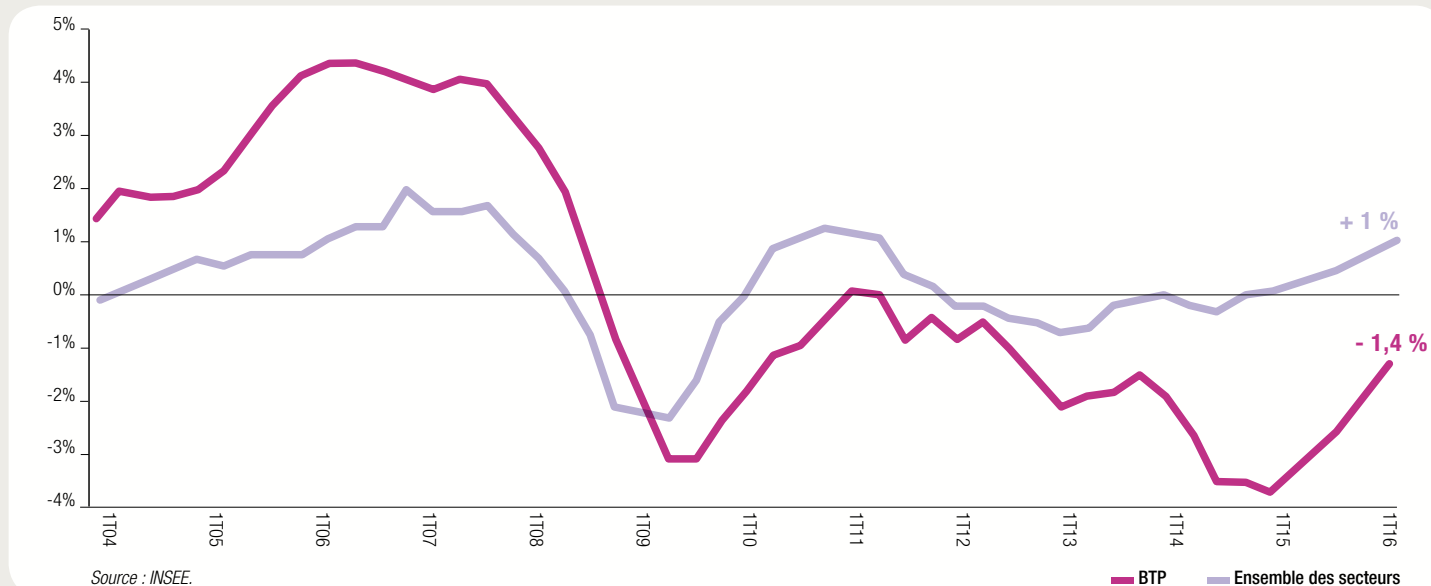
EMPLOI DANS LE BTP

Emploi salarié

L'emploi salarié du BTP s'établit à 1 318 500 au 1^{er} trimestre 2016, soit une baisse de l'emploi (- 1,4 %) sur un an.

Emploi intérimaire

Au 1^{er} trimestre 2016, le secteur de la construction totalise 100 924 emplois intérimaires (emplois équivalents temps plein) contre 90 611 au même trimestre de l'année précédente. L'intérim est donc en hausse (+ 11,4 %) par rapport au même trimestre de l'année précédente. Le taux de recours à l'intérim (poids de l'emploi intérimaire dans l'emploi salarié total) s'établit à 7,1 %.

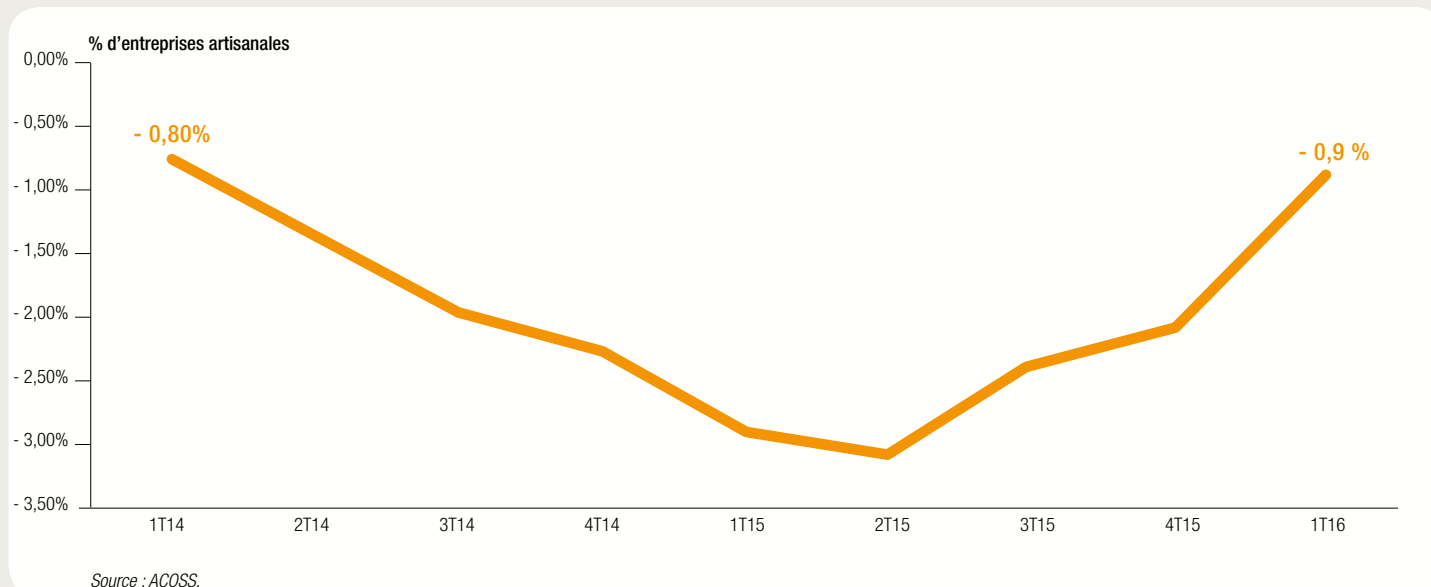


EMPLOI SALARIÉ DANS LES ENTREPRISES DU BTP DE MOINS DE 20 SALARIÉS

Évolution de l'emploi salarié dans les entreprises de moins de 20 salariés du BTP

Au 1^{er} trimestre 2016, l'emploi continue de baisser dans les entreprises du BTP de moins de 20 salariés et affiche un recul de - 0,9 % sur un an.

L'emploi salarié dans les entreprises du BTP de moins de 20 salariés s'établit à 691 134 au 1^{er} trimestre 2016 (contre 697 636 au 1T2015).



Méthodologie : Les données relatives à l'activité de la note de conjoncture trimestrielle CAPEB/I+C résultent d'une enquête réalisée en mars 2016 auprès d'un panel de 1 700 entreprises artisanales du bâtiment réparties par corps de métiers, par région et par effectif salarié.

Crédit photo : iStock © 2016.



CONFÉDÉRATION DE L'ARTISANAT ET DES PETITES ENTREPRISES DU BÂTIMENT
2, rue Béranger - 75140 Paris Cedex 03 - Tél. : 01 53 60 50 00
e-mail : capeb@capeb.fr

Pour toute information,
utilisez votre espace réservé sur
www.capeb.fr